

Pour une défense plus innovante des droits de l'enfant

Contexte

À l'approche du **X^{ème} anniversaire de la Session extraordinaire de l'assemblée générale des Nations Unies consacrée à l'enfant**

(UNGASS), le Mouvement Mondial en faveur des Enfants se retourne sur les dix ans qui se sont écoulés depuis l'accord sur le

programme pour un monde digne des enfants

à New York en 2002, et appelle à une

évaluation conjointe des progrès effectués et à une responsabilisation des gouvernements

quant à la promesse d'un monde meilleur pour les enfants. Le mouvement souhaite également rappeler les efforts nécessaires pour atteindre les objectifs du millénaire et mettre en œuvre la **Convention sur les droits de l'enfant**

.

Fondé lors de l'UNGASS, le **Mouvement Mondial en faveur des Enfants** fêtera lui aussi son dixième anniversaire en 2012. Le MME a été créé pour renforcer un mouvement mondial de personnes, d'organisations et d'enfants qui travaillent déjà pour les droits de l'enfant. Il cherche à leur permettre d'élever

une voix unique et forte pour le bien des enfants

et à

catalyser la responsabilité

des gouvernements, des agences internationales, du secteur privé et des organisations de la société civile dans leur action en faveur des enfants.

L'Audit d'Engagement avec l'Enfance : un bref résumé

Le MME a lancé un projet visant au développement d'outils de **militantisme et de communication qui permettront de mesurer le niveau d'engagement des gouvernements vis-à-vis des enfants**

et grâce auquel il sera possible d'effectuer un classement mondial des pays, avec les objectifs suivants :

- **Un soutien généralisé du public** ;
- **Attirer l'attention des décideurs politiques sur les questions** du droit de l'enfant ;
- **Renforcer l'engagement des leaders envers les droits de l'enfant.**

L'Audit d'Engagement avec l'Enfance (AEE) est né de la conviction que **le véritable indicateur de la réputation d'un pays, c'est son engagement vis-à-vis des enfants** et des jeunes –vis-à-vis de leur croissance physique et mentale, de leur protection, de leur sécurité, de leur éducation et de leur préparation à la citoyenneté, ainsi que de leur sens d'être aimé, pris en compte et intégré dans leur famille et dans leurs sociétés.

Une approche entièrement nouvelle

L'Audit d'Engagement avec l'Enfance cherche à mettre en place une démarche révolutionnaire quant à la surveillance de la responsabilité par rapport aux droits de l'enfant et à générer un débat public sur la question.

Pour la première fois, il serait ainsi possible de mettre en place un véritable examen de chaque pays sur la base de ses ressources économiques et d'effectuer des comparaisons entre voisins économiques et géographiques, plutôt que de se contenter de surveiller leurs progrès avec le temps.

L'AEE devrait se concentrer sur :

- **L'équité** : s'éloigner des moyennes de contrôle, pénaliser les pays où les disparités sont les plus importantes.
- **L'engagement en rapport avec le niveau de ressources économiques** : mesurer les efforts et les performances par rapport au pays le plus performant, à PIB per capita équivalent.
- **Une analyse à deux étages comprenant un Audit International et un Audit Nation**

al : le
Panel d'Audit International mettra au point un
classement mondial
sur la base de données comparables au niveau international. Des Panels d'Audit Nationaux
apporteront des informations complémentaires à l'évaluation internationale et fourniront
une
évaluation plus qualitative
.
□

- **Communication** □ : l'AEE se concentrera sur la communication avec le public dans son
ensemble, les décideurs politiques, les ONG et les leaders.

Le processus d'audit

Le premier cycle d'Audit d'Engagement avec l'Enfance devrait débuter en 2012, pour coïncider
avec le dixième anniversaire de la session extraordinaire des Nations Unies consacrée aux
enfants. À l'origine, le projet devrait être piloté par quelques pays, avant d'être graduellement
mis en œuvre dans 90 pays au cours des quelques années à venir.

L'AEE, qui comprendra à la fois les audits nationaux et internationaux, sera effectué au niveau
mondial tous les deux ans, et mesurera l'engagement des gouvernements sur la base d'un
indicateur principal par domaine analysé : **la survie, la croissance, l'éducation, la protection,**
la participation, le bien-être subjectif et le
bien-être matériel

. Les pays seront divisés en deux groupes (revenus faibles et moyens et revenus élevés), et
seront évalués en tenant compte du groupe auquel ils appartiennent.

Un projet intégré et participatif

La **participation des organisations pour les droits de l'enfant est cruciale à tous les
niveaux** pour faire de cette proposition un outil efficace pour responsabiliser les
gouvernements et faire en sorte d'avoir un impact réel. C'est la raison pour laquelle la première
version du projet traversera un [processus consultatif large](#) au sein du

mouvement, pour que tous ses membres puissent donner leur avis et proposer des amendements et des améliorations.

La première version de l'AEE a été préparée au cours de l'année qui vient de s'écouler par un groupe d'experts internationaux convoqué par le Mouvement Mondial en Faveur des Enfants et présidé par [Peter Adamson](#) , auteur indépendant de [ce rapport](#) .

Au début de l'année 2010, lors de discussions au sujet des moyens de renforcer le Mouvements à l'approche de son dixième anniversaire, le [Convening Committee](#) était tombé d'accord sur la nécessité de trouver un projet phare, à mettre en place ensemble et autour duquel l'ensemble du Mouvement pourrait se rallier. Suite à quelques propositions, le CC a donné son accord pour la rédaction en premier lieu d'un texte conceptuel sur l'AEE, développé avec l'intention de le soumettre à une consultation de la part de l'ensemble des membres du MME.

Le processus consultatif devrait commencer en juillet 2011 et se terminer au début du mois de septembre.

Pour plus d'informations au sujet de l'Engagement pour un Audit sur l'Enfance, contactez communications@gmfc.org.

* L'Audit d'Engagement avec l'Enfance est le nom provisoire attribué au projet avant le processus de consultation.